

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Ministère de l'agriculture  
et de la souveraineté alimentaire

Arrêté du **14 JUIN 2023**

**relatif à la prise en charge partielle des indemnités versées par le Fonds national agricole de mutualisation du risque sanitaire et environnemental aux agriculteurs ayant subi des pertes économiques consécutives aux mesures de lutte obligatoire contre le méloidogyne arenaria (ARE-PEPI-1-2020)**

NOR : AGRT2200403A

**Le ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire,**

Vu l'aide d'État SA.53506 (2019/N) relative aux aides aux contributions financières des fonds de mutualisation ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 361-3 et D. 361-65 à D. 361-80 ;

Vu l'arrêté du 12 avril 2012 modifié relatif aux coûts et pertes économiques éligibles à indemnisation par un fonds de mutualisation, pris en application de l'article R. 361-53 du code rural et de la pêche maritime ;

Vu l'arrêté du 16 février 2022 portant agrément de l'association Fonds national agricole de mutualisation du risque sanitaire et environnemental (FMSE) en tant que fonds de mutualisation au titre de l'article L. 361-3 du code rural et de la pêche maritime ;

Vu le programme d'indemnisation des pertes et coûts résultant en 2020 et 2021 des mesures de lutte obligatoire contre le méloidogyne arenaria transmis par le Fonds national agricole de mutualisation du risque sanitaire et environnemental le 3 juin 2021 ainsi que les documents et informations complémentaires transmis dans le cadre de l'instruction de la demande d'aide ;

Vu l'avis du Comité national de la gestion des risques en agriculture du 2 décembre 2021,

**Arrête :**

## Article 1<sup>er</sup>

Le programme d'indemnisation des pertes et coûts résultant en 2020 et 2021 des mesures de lutte obligatoire contre le méloidogyne arenaria transmis par le Fonds national agricole de mutualisation du risque sanitaire et environnemental, est déclaré éligible à la contribution financière du Fonds national de gestion des risques en agriculture (FNGRA) prévue à l'article D 361-65 du code rural et de la pêche maritime.

## Article 2

Le programme d'indemnisation approuvé en application de l'article 1<sup>er</sup> concerne les départements de la Drôme et du Vaucluse.

## Article 3

Le programme d'indemnisation mentionné à l'article 1<sup>er</sup> concerne les coûts et pertes liés :

- à la destruction des plants prévue au septième tiret de l'article 1 de l'arrêté du 12 avril 2012 susvisé,
- aux traitements sanitaires prévus au sixième tiret de l'article 3 du même arrêté.

Les coûts et pertes visés à l'alinéa précédent sont ceux constatés du 1<sup>er</sup> août 2020 au 10 mars 2021.

## Article 4

Pour le programme d'indemnisation mentionné à l'article 1<sup>er</sup>, le taux de la contribution financière du FNGRA est fixé à 65 % des indemnités versées par le Fonds national agricole de mutualisation du risque sanitaire et environnemental aux agriculteurs ayant subi des coûts et pertes économiques découlant des mesures de lutte obligatoire contre le méloidogyne.

Le montant maximum de cette contribution financière est fixé à 245 212,50 € (deux cent quarante-cinq mille deux cent douze euros et cinquante centimes).

Aucune contribution financière n'est versée s'il est constaté que le montant des coûts et pertes éligibles au fonds national agricole de mutualisation du risque sanitaire et environnemental pour le programme mentionné à l'article 1<sup>er</sup> est inférieur à 5 000 € (cinq mille euros).

Le plan de financement est en annexe du présent arrêté.

## Article 5

La totalité des indemnités pour lesquelles a été sollicitée la contribution financière visée à l'article 4 doit être versée aux agriculteurs concernés au plus tard trois mois après la publication du présent arrêté.

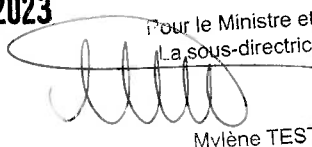
## Article 6

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère chargé de l'agriculture.

Fait le

14 JUIN 2023

Pour le Ministre et par délégation,  
La sous-directrice Compétitivité



Mylène TESTUT-NEVES

ANNEXE

Plan de financement visé à l'article 4

<b>Montant total des pertes</b>	<b>Taux d'indemnisation</b>
503 000 €	75 %

<b>Participation FMSE</b>		<b>Participation publique FNGRA</b>	<b>Montant total</b>
35 %		65 %	
Section commune	Section pépinières horticulture		
30%	70%		
39 611,65 €	92 426,25 €	245 212,50 €	377 250 €